



Déclaration CATSIS – 4 juin 2015

Bonjour,

Suite au conseil d'administration qui s'est tenu ce mercredi 4 juin 2015, la CGT tient à s'exprimer ce jour, dans la mesure où hier, elle a été, comme l'ensemble de l'hémicycle, privée de parole.

L'aspect démocratique imposé par le nouveau président qui nous apparaît plus que tendancieux et celui de la représentation restreinte au regard de l'absence des suppléants au côté des représentants titulaires du personnel et de l'absence des directeurs et chefs de groupement, nous tenons à mettre en garde cette nouvelle gouvernance contre la montée du mécontentement que les déclarations d'hier risquent de générer.

En substance, le message est très clair, plus un centime ne sera investi, tout en gardant la qualité de service actuel.

Les leviers avancés sont en corrélation avec la note ministérielle relative aux orientations de la sécurité civile et les propositions de l'IGA et l'IGAS à savoir

- Promouvoir le volontariat
- Réviser les SDACR
- Mutualiser les achats dans les régions.
- Les autres annonces ayant plutôt un caractère à résonance défavorable aux sapeurs pompiers professionnels tel que :
 - La révision du RI et RO
 - La fin des embauches SPP
 - La remise en cause du 24/48
 - La maîtrise de la masse salariale

Nous tenons à rappeler que la CGT est favorable à un service public de qualité, c'est même son cheval de bataille.

Cependant, au regard de l'augmentation croissante du nombre d'interventions et de la baisse des engagements volontaires, l'équation que compte résoudre le président, en prétendant pouvoir proposer un service de secours à la hauteur de celui que nous avons réussi à obtenir avec ses prédécesseurs, semblent bien hasardeuse par rapport à la réalité du terrain.

Nous comprenons les difficultés financières du territoire, mais une fois de plus, nos élus ne prennent pas leurs responsabilités face au gouvernement.

Nous pensons que l'attitude visant à répondre au désengagement de l'état par des mesures financières drastiques dans les SDIS, tout en fermant le dialogue social, est une attitude lâche et dangereuse.

Faire peser sur les épaules des agents au détriments de leurs conditions de travail, de sécurité et de santé, les efforts pour l'équilibre budgétaire n'est qu'un choix plus facile que d'alerter et de se mobiliser contre la casse du service public entamé et prolongé par les gouvernements successifs.

Enfin nous invitons monsieur le directeur à clarifier sa position sur l'utilisation qu'il compte faire des hypothétiques volontaires qui, par une campagne de recrutement, pourraient arriver en masse.

En effet l'annexe de la circulaire ministérielle citée précédemment dit que le volontariat n'a pas vocation à être utilisé en garde postée, et qu'il ne faut pas faire un mélange des genres entre eux et les sapeurs pompiers professionnels.

Ainsi, pour la CGT, le maintien de notre niveau de réponse opérationnelle ne peut s'arbitrer que par de nouvelles embauches.

Nous aurons au cours de cette CATSIS de nombreux arguments à vous soumettre sur les points de l'ordre du jour ayant un rapport étroit avec cette déclaration.

Merci de votre attention